

FLAMBÉE DES PRIX DES FRUITS ET LÉGUMES À CONSTANTINE

Des marchés quasi vides

On ne se bouscule plus entre les étals des marchés des fruits et légumes. Conséquence des dernières hausses, la mercuriale, en folie, a rendu infréquentables les souks et marchés, et fait fuir le citoyen.

«Le consommateur algérien assume une grande part de responsabilité dans cette hausse des prix des fruits et légumes. Puisque, c'est dans ce contexte de flambée qu'il se rabat le plus sur ces produits. C'est une singularité algérienne», reprochera un retraité. Cette fois-ci la hausse des prix a plutôt fait fuir les gens des marchés qui ne sont pas fourmillants comme à l'accoutumée. De moins en moins d'acheteurs fréquentent, en effet, les étalages des marchands de légumes qui, cherté de l'offre oblige, tendent à diversifier leurs marchandises. «Cette diversification est un paramètre qui indique que le marché stagne. Ils essayent ainsi de compenser le manque à gagner qu'engendre la mévente de certains produits qui ne sont pas à la portée du consommateur», expliquera un ancien légumier. Résultat d'une baisse naturelle de l'offre ou

d'un monopole orchestré de barons sans scrupules, les vendeurs aux trois principaux marchés de détail de la ville des Ponts n'arrivent plus, en tout cas, à trouver des explications à cette flambée. «Peut-être que l'offre ne réponde pas aux besoins du marché, mais le peu qu'on achète on l'écoule difficilement. C'est du jamais vu ! Je vous jure que même le président de la République ne pourra expliquer cette situation», a répliqué un légumier du marché des Frères Bettou de Saint-Jean à Constantine qui a vu son chiffre d'affaires dégringoler. Néanmoins, la majorité des pères de famille abordés devant ces souks ne jure que par le boycott du scrutin de demain. «Même l'oignon s'est permis des moustaches. Moi je ne l'achète pas à 60 DA. C'est exorbitant !» regrettera, par ailleurs, une vieille dame à la sortie du marché de Boumezzou. Une autre femme

au foyer, qui a, de son côté, qualifié d'«imaginaires» ces prix, ira dans le même sens pour dire qu'il faut au contraire boycotter ces produits afin d'apaiser un temps soit peu la tension. «Il ne faut pas acheter la patate à 90 DA et se diriger vers d'autres produits», appellera-t-elle. «Pensez-vous que le citoyen algérien, s'intéresse à la politique en ces moments ?» s'interrogera une femme au foyer, 34 ans, abordée hier devant le marché de Boumezzou situé en bas de la place de la Brèche et qui a plutôt la tête ailleurs, avant d'enchaîner : «J'ai fait mes emplettes à Souk El-Asser. Je n'ai même pas osé mettre les pieds dans ce marché où les prix ne sont pas à la portée de tout le monde. Mon mari est diabétique. Je lui ai acheté un demikilo d'haricots verts pour les besoins de son régime à raison de 140 DA/kilo, un kilo de patates pour les enfants (80 DA) et des oignons. Même les prix des légumes de saison sont très chers. Plus au moins, on trouve nos comptes dans les légumes secs mais les enfants en ont marre. Je n'arrive plus à les satisfaire. Personnellement,

j'ai développé une crise de colon mais je vous jure que ça n'a rien à voir avec ces légumes secs. Les médecins m'ont signifié que c'est plutôt le stress. Et on nous demande de voter ! Même si je vais voter, je le ferai juste pour parapher ma carte de vote. Peu importe pour moi le gagnant. Moi, je veux vivre dignement. J'ai 34 ans... Dites-leur qu'ils font baisser le prix de la pomme de terre à 20 DA et ils auront une participation record aux élections.» En tout état de cause, les prix à Souk El-Asser ne sont pas si moins chers par rapport aux marchés des Frères Bettou et celui de Boumezzou. Les patates sont cédées à 80 DA, soit 10 DA de moins. Les prix des petits pois et des artichauts, pourtant de saison, sont respectivement de 50 DA et 40 DA, soit 30 et 20 DA de moins. La tomate est vendue à 60 DA contre 100 DA aux marchés des Frères Bettou, sauf qu'il faut préciser que la qualité du produit reste quand même un élément angoissant des habitués de Souk El-Asser comme ceux qui y se sont réorientés, forcés par la flambée des prix.

L. H.

ASSAINISSEMENT ET ÉVACUATION DES EAUX USÉES À TIZI-OUZOU

L'interminable chantier de Maâtkas

L'écosystème dans cette contrée sud de la wilaya de Tizi-Ouzou serait-il en passe d'être menacé ? D'aucuns ne peuvent réfuter cette interrogation somme toute légitime.

En effet, on en trouve ni bassins de décantation ni stations d'épuration de ces maudites eaux usées à travers toute la circonscription. Ainsi, entre autres chantiers qui exigent de gros efforts de la part des pouvoirs publics pour pouvoir venir à bout des préoccupations des villageois, nous retrouvons évidemment celui de l'assainissement et de l'évacuation des eaux usées. En effet, sur la quarantaine de villages que compte la municipalité, plusieurs prennent encore leur mal en patience. Les eaux usées déversées à ciel ouvert sont légion dans certains villages, hameaux et quartiers. Pis, les oueds sont quasiment

pollués. Les élus, conscients de cette problématique, se sont d'abord attelés à recenser tous les «points chauds» au niveau de la commune, mais leur prise en charge ne pourrait, hélas, se faire en totalité dans l'immédiat. Ainsi, les crédits alloués aux municipalités dans le cadre des plans communaux de développement (PCD) ne peuvent à eux seuls subvenir à cet énorme retard accumulé des années durant dans ce volet d'assainissement et d'évacuation des eaux usées. En plus donc de cette contrainte financière qui frappe de plein fouet les collectivités locales, nous citerons ce «dispatching» des habitations villageoises où il n'est pas du tout aisé de réaliser un tracé de réseau qui toucherait la totalité des ménages. Ainsi, les maisons isolées et «écartées» des districts se voient dans l'obligation de procéder par leurs propres

moyens à cette autre alternative qui consiste en la réalisation des fosses septiques biodégradables. Des opérations qui demeurent, bien entendu, très onéreuses pour les petites bourses. En somme, c'est un véritable casse-tête chinois auquel font face les élus quand il s'agit de répondre aux sollicitations de ces nombreux citoyens se rapportant à la prise en charge de ce problème. Et ce n'est certainement pas demain qu'on en finirait avec, en raison de l'insuffisance des crédits, particulièrement au niveau des communes surpeuplées telles que celle de Maâtkas qui vient de dépasser actuellement les 35 000 habitants. En somme, c'est un véritable «plan Marshall» qu'il faudrait pour sauvegarder cette belle région de la pollution et des différentes atteintes à Dame Nature.

Amayas Idir

Une cinémathèque pour El-Tarf

La wilaya d'El-Tarf compte un grand nombre d'amoureux du 7^e art. Pour s'en convaincre, il suffit de déclencher une discussion sur le cinéma et les dernières sorties de films, et voilà que les langues se délient au grand bonheur des interlocuteurs. Un rude débat s'installe abordant pêle-mêle les choix thématiques des réalisateurs, le jeu des acteurs, la beauté et la violence des plans... Unaniment, tout le monde

s'accorde, cependant, à relever l'urgence de l'inscription d'un projet d'une cinémathèque dans la ville d'El-Tarf, car hormis la maison de la culture Betchine, aucun autre pôle culturel n'est à recenser. Il est judicieux d'indiquer qu'une telle structure donnera un coup d'accélérateur à l'activité culturelle d'une part, et fera sortir la société des méandres de la médiocrité et de l'indigence intellectuelle d'autre part. Sur un autre plan, ce projet permettra, une fois les travaux achevés, à de nombreux

chômeurs d'intégrer le monde de la vie active et de renouer avec la dignité. Interrogés, beaucoup de mordus du cinéma nous ont affirmé «leur fascination pour cet art qui contient les germes de l'amour, de la crainte, du plaisir, de la répulsion, en somme de la vie». Et d'ajouter : «Une cinémathèque répond à un besoin social ; de fait, les responsables en charge du secteur de la culture sont dans l'obligation de prendre ledit besoin en charge et répondre

ainsi à nos attentes en matière d'infrastructures culturelles.» Notons, par ailleurs, que la Cinémathèque algérienne a entrepris des démarches, depuis les années 1990, auprès de la commune d'El-Kala dans le dessein de transformer la salle de cinéma de 300 places héritée de l'époque coloniale, de surcroît fermée, en cinémathèque. En vain. Nombre de cinéphiles ont l'intime conviction que leur rêve deviendra réalité et que cet espoir ne sera pas étouffé.

Daouad Allam

SIDI-BEL-ABBÈS DÉTENTION, COMMERCIALISATION ET CONSOMMATION DE KIF **6 arrestations,** **4 mandats de dépôt**

La Gendarmerie de Sfisef accompagnée de chiens renifleurs a, dans la journée du 30 mars dernier, donné un coup de pied dans la fourmillière dans un réseau accusé de détention, commercialisation et consommation de kif et de port d'armes prohibées. Selon nos sources, suite à des informations parvenues à son niveau faisant état de l'implication de deux jeunes vendeurs de cigarettes dans la commercialisation de kif, la gendarmerie a mené une opération et pris de court les mis en cause sur lesquels elle découvrira une quantité de kif. Poursuivant ses investigations, elle identifiera quatre autres de leurs camparses. La perquisition du domicile de l'un d'eux a permis la découverte de 300 g de kif traité grâce aux chiens renifleurs. Les six accusés ont été déferés devant le procureur de la République de Sfisef qui a placé sous mandat de dépôt quatre d'entre eux, alors que les deux autres ont bénéficié d'un contrôle judiciaire. La consommation de drogue ne peut que nuire aux personnes, notamment aux jeunes et adolescents qui sont les plus faciles à rendre dépendants à la drogue, un filon en or qui est exploité par ses dealers sans âme ni conscience. Il n'est jamais trop tard pour aider ces jeunes à s'y soustraire et surtout signaler le danger là où il se trouve pour aider les services de sécurité dans leur combat contre ce fléau qui mine insidieusement notre société.

A. M.

DEUX ACCIDENTS DE LA ROUTE À BELARBI ET AÏN-TRID **8 blessés dont** **plusieurs** **dans un état grave**

Dans la matinée de mardi dernier, Sidi Bel-Abbès a vécu deux autres accidents de la route, l'un à Belarbi et l'autre à Aïn-Trid qui ont fait 8 blessés dont plusieurs dans un état grave. Le premier a eu lieu sur la RN92 reliant le chef-lieu Sidi Bel-Abbès à la localité de Belarbi lorsque deux véhicules légers, une Chevrolet et une Peugeot 306, sont entrés en collision causant des blessures sérieuses à une personne. Le deuxième s'est produit sur le CW39 A dans la localité de Aïn-Trid lorsqu'un véhicule léger de marque Renault 18 transportant une famille qui se rendait à Hammam Bouhadjar a été percuté par une Ford. Le choc violent a fait 7 blessés dont plusieurs dans un état grave. Toutes les victimes ont été évacuées vers les UMC du CHU de Sidi-Bel-Abbès.

A. M.